%

Angles d'Attac

association pour une
taxation des
transactions financières pour l'
aide aux
citoyens et citoyennes.
Bulletin d'information en français d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org
Numéro 25 - DÉCEMBRE 2005

>>>SOMMAIRE>>>

>>>Edito: Make Poverty History>>>

En juin 2005, le G8, avec à sa tête le premier ministre anglais Tony Blair, reprenait en cœur le slogan des mouvements altermondialistes et des ONGs anglaises « Make Poverty History », et déclarait vouloir reléguer la pauvreté dans les pages de l'histoire ancienne. Soutenu-e-s dans leurs déclarations par des stars internationales, les puissant-e-s de ce monde annonçaient en grandes pompes leur premier geste pour atteindre ce louable objectif, à savoir annuler une partie de la dette extérieure des pays les plus pauvres. Ils /elles se gardèrent bien sûr de parler de toutes les pressions et des conditions qui accompagnaient ces mesures « généreuses » : privatisation des services publics, libéralisation des secteurs industriels clés, arrêt des subventions aux paysan-nes, ouvertures des frontières aux produits industriels et agricoles de l'étranger... toute une politique qui, on le sait à présent, provoque et aggrave la pauvreté.

A l'origine de la création des premières sections d'attac, il y avait l'idée de travailler à la réduction des inégalités sociales et économiques, et d'œuvrer à plus de justice à travers une meilleure répartition des richesses. Si actuellement nous ne cherchons plus directement à promouvoir l'instauration d'une taxe Tobin, ce n'est pas un signe de changement d'objectifs. Au contraire, c'est que nous nous concentrons sur les facteurs aggravant cette pauvreté, et cherchons à en dénoncer les auteur-e-s. Le fil conducteur de nos actions reste fondamentalement le même, que ce soit à travers la lutte contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et les privatisations qui soustraient à

>>>

The Other / L'Autre / Das Andere / L'Altro Davos

Comme chaque année en janvier, les "puissants" de cette planète se réuniront dans le cadre du World Economic Forum à Davos pour se partager le monde dans une version moderne de Yalta.

Parmi les nombreuses manifestations qui se déroulent pour montrer qu'un autre monde est possible, Attac participe activement à la mise sur pied de la 6e conférence de l'Autre Davos qui se tiendra le

VENDREDI SOIR
27 JANVIER 2006
AU DYNAMO
À ZURICH

avec la participation déjà annoncée de **Nawal El Saadawy**, militante féministe égyptienne historique, auteure et médecin de formation, et **Tania Quiroz**, active dans le mouvement contre la privatisation de l'eau en Bolivie, **une militante de la communauté noire** de la Nouvelle-Orléans,parmi d'autres orateurs-oratrices.
Réservez déjà cette date; vous trouverez plus d'informations dans le prochain Angles d'Attac.



JAB 2500 BIENNE 4
Retours à attac,
case 4314, 2500 Bienne 4

>>>AGENDA>>>

>National>

10 DÉCEMBRE, 10H :

Préparation de l'action OMC,
Casa d'Italia, Berne

10 DÉCEMBRE, 13H :

Coordination nationale,
Casa d'Italia, Berne

27 JANVIER :

6ème conférence inernationale de "L'Autre Davos",
Jugendkulturhaus Dynamo, Zürich

4 FÉVRIER, 10H :

Commission Services publics/AGCS,
lieu reste à définir

4 FÉVRIER, 13H :

Coordination nationale,
lieu reste à définir

>Vaud>

1ER DÉCEMBRE, 20H :

groupe Multinationales.
Présentation d'une étude sur l'eau en bouteille et relance de l'activité du groupe.
Pôle Sud, Lausanne

2 DÉCEMBRE, 20H :

"Nom d'un p'tit prédateur".
Spectacle satirique et clownesque... où l'on suit une multinationale en délire... où l'on fait entrer les fauves dans la cage des services publics... où l'on plonge dans le partage du gâteau.
Grande Salle de Bretonnières, Bretonnières.

6 DÉCEMBRE, 20H :

Café citoyen. Débat sur les services publics avec Alessandro Pelizzari, d'attac genève.
Petite auberge, rue du Petit-Rocher, Lausanne

7 DÉCEMBRE, 20H :

Spectacle de clowns. Privatisation d'une société, un jeu dangereux.
Théâtre Barnabé, Servion

15 DÉCEMBRE, 20H :

Assemblée générale d'attac vaud,
Pôle Sud, Lausanne

>>>

une partie de la population l'accès démocratique aux services publics (cf. compte-rendu de la campagne suisse « Hors-AGCS » dans ce numéro), contre l'industrie des OGM qui asservissent une partie des populations paysannes aux grands groupes agro-alimentaires (cf. prise de position d'attac sur www.suisse.attac.org + article dans ce numéro) ou encore contre la politique de certaines multinationales qui renforcent les inégalités (cf. article sur le Cas Nestlé). D'ailleurs, la 6ème conférence internationale l'Autre Davos, organisée par attac, et qui se déroulera le 27 janvier 2006 à Zurich a (provisoirement) pour titre « La lutte contre la pauvreté : un nouvel impérialisme ? » [le prochain numéro de l'Angles d'attac sera consacré à cet événement)].

Presque six mois après la grandiloquente déclaration du G8, deux événements sont venus nous montrer que la pauvreté est une thématique extrêmement urgente, et ce même dans les pays industrialisés. On a vu d'une part les conséquences désastreuses de l'ouragan Kathrina sur les quartiers noirs défavorisés de la Nouvelle-Orléans. Plus récemment, les violences enflammant les banlieues françaises en proie à l'exclusion ont dévoilé le gouffre économique et social qui se creuse dans les villes européennes (cf. prise de position d'attac France + article de Rossana Rossanda). Au vu de ces deux événements, on ne peut que répéter l'importance de faire campagne contre la pauvreté, au Nord comme au Sud.

Cette lutte peut prendre les formes les plus diverses ; certains prônent une action politique globale, tandis que d'autres mettent en avant la solidarité et la responsabilité individuelle, à travers par exemple le commerce équitable ou la consommAction (cf. courrier des lecteur-trice-s).

Quoi qu'il en soit, il faut garder à l'esprit qu'éradiquer la pauvreté ne pourra jamais se faire de concert avec celles et ceux qui en sont les responsables ou les profiteur-euse-s ! Eradiquer la pauvreté ne pourra se faire que par le bas, par et avec la société civile. Et tout d'abord en redonnant du pouvoir politique aux premiers concerné-e-s, ceux qu'on appelle si péjorativement les pauvres...



>>>Le NON français à la Constitution européenne n'est qu'un début >>>



Juste après le refus du Traité constitutionnel européen (TCE) de la part des français, le 29 mai 2005, la victoire du NON est apparue non comme un point d'arrivée, mais plutôt comme le départ d'un long parcours pouvant mener à la démocratisation de la construction européenne. C'est pour cette raison que, pendant les semaines qui suivirent le référendum français, attac et les autres acteurs du mouvement altermondialiste ont entamé de nombreuses actions que nous tentons de décrire, en partie, dans cet article.

La première initiative et, probablement, la plus importante pour attac actuellement, est le "plan ABC". Comme son nom l'indique, il s'agît d'une action articulée en trois phases successives. La première, nommée phase A, se compose d'actions qui ont pour thème l'Union européenne (UE) et qui sont menées en commun par différentes sections d'attac d'Europe. On peut citer en exemple les campagnes contre la participation de certains pays européens à l'occupation de l'Irak ou les initiatives contre la directive Bolkestein. La phase A inclut donc des actions ciblées et, est une réaction à la politique de l'UE, plus qu'une proposition d'alternative. Elle représente donc une phase de résistance, une phase nécessaire dans le contexte actuel d'expansion du néolibéralisme.

La deuxième phase, ou phase B, s'attaque à un des problèmes fondamentaux dont il a été question pendant la campagne contre le TCE, à savoir celui du "déficit de démocratie" qui caractérise actuellement les institutions européennes. A travers cette expression, on signifie la complexité des mécanismes décisionnels. Complexité qui a pour conséquence de diminuer l'influence des citoyen-ne-s sur les choix politiques et de confier de plus en plus de décisions importantes à des organismes dont les membres ne sont pas élu-e-s et ne répondent à aucun contrôle démocratique. Dans le cas de l'UE, la seule institution dont les membres sont élu-e-s est le Parlement. Mais le pouvoir se concentre essentiellement entre les mains de la Commission (qui a le quasi monopole de l'initiative des lois) et du Conseil européen. Ce dernier se compose de chef-fe-s d'Etat et donne les grandes lignes de la politique européenne. La Commission est constituée d'expert-e-s *"choisis en raison de leur compétence générale [...] et offrant toutes garanties d'indépendance"* (article I-26-4 du TCE). Ainsi, le droit européen résulte essentiellement de négociations opaques entre gouvernements. La phase B se propose donc d'élaborer une structure institutionnelle alternative pour la construction européenne, une tâche difficile qui doit faire face à d'importants obstacles. Les contributions au débat venant des différents attac d'Europe (que l'on peut trouver sur le site www.anothereurope.net) montrent que les avis sont très partagés. Une première rencontre pendant laquelle on essayera de trouver une position commune sera la Convention des attac d'Europe, qui se tiendra à Bruxelles le 16 et le 17 décembre prochains - immédiatement après la réunion de la Commission -. L'orientation qui semble en résulter est celle d'une attitude pragmatique, c'est-à-dire d'une démocratisation des institutions en place, sans exigence de changement radical immédiat.

La phase C est celle de l'élaboration d'une politique européenne alternative et d'un modèle de société différent. En principe, cette phase devrait commencer après la démocratisation des institutions européennes (dont on a parlé plus haut), mais une activité dans ce sens a déjà commencé au sein d'attac, ainsi que chez d'autres organisations altermondialistes. Une première initiative est partie d'attac Autriche et concerne l'institution d'un ECOFIN alternatif (l'ECOFIN est la réunion des ministres de l'économie et de la finance des pays de l'Union). L'idée est de se réunir avec des expert-e-s en économie durant le prochain sommet ECOFIN qui se tiendra à Vienne, à l'occasion du début de la présidence européenne de l'Autriche. Le but de la réunion est à la fois de travailler sur des modèles économiques alternatifs au néolibéralisme et de rédiger un document qu'on appellera "Wien Declaration" ou "Wien Strategy" (en assonance avec les noms des documents émis par l'UE, par exemple la "Lisbon Strategy"). La rencontre se tiendra à Vienne le 4 et le 6 avril 2006 - juste avant le Forum Social Européen d'Athènes - et sa préparation a déjà débuté.

Une autre initiative qui peut s'inscrire dans la phase C est celle de la "Charte des principes pour une autre Europe", animée par différents groupes actifs au sein du Forum Social Européen. Le premier pas dans la rédaction de la Charte a été une réunion qui s'est tenue à Florence les 12 et 13 novembre passés - dont nous n'avons pas de retours au moment de l'écriture de cet article -. L'idée serait de présenter la charte au FSE en avril 2006 et de la faire souscrire au plus grand nombre possible d'acteur-trice-s du mouvement altermondialiste (plus de détails sur cette initiative sur le site www.anothereurope.net).

Toujours dans la même ligne de la phase C - même si elle n'en représente pas une émanation - une autre action mérite d'être mentionnée : la pétition "Pour une autre Europe", lancée par des membres d'attac de vingt pays différents. Plusieurs personnes préparent actuellement un texte qui sera aussi présenté au FSE, avec l'espoir d'obtenir le soutien d'un large front d'organisations et d'associations. Les citoyen-ne-s d'Europe pourront toutes et tous signer cette pétition.

La victoire du NON en France et aux Pays-Bas a été un moment de grande joie pour les militant-e-s altermondialistes, et pour la première fois le futur est considéré avec plus d'optimisme et de confiance. Toutefois, il serait dangereux et illusoire de penser que la victoire est définitive. Le grand nombre d'initiatives que nous venons de décrire nous rassure sur le fait que le mouvement altermondialiste en est tout à fait conscient.

>>>AGENDA>>>

>Genève>

5 DÉCEMBRE, 19H :

Café mondialisation (hé oui, pour celles et ceux qui l'oublieraient, vous êtes invité-e-s à débattre librement chaque premier lundi du mois). Café Alegre, 15 rue des Savoises, Genève Thème du mois : Noël, et si j'achetais rien ? Surconsommation versus slowfood - malbouffe - déchets de Noël - exploitation des ouvriers du jouet... et tout ce que vous voudrez mettre dans la hotte ! Si vous souhaitez voir se poursuivre les cafés d'attac genève en 2006, c'est le moment de venir les soutenir !

CHANGEMENT DE PROGRAMME

«RAPPORT LUGANO» : UN LIVRE, UNE PIÈCE DE THÉÂTRE

La pièce inspirée par «Le rapport Lugano», livre de Susan George (vice-présidente d'attac France) paru en 2000, pièce déjà présentée dans le nord de la France, à Avignon et à Paris, et même en Italie par la compagnie «Sens Ascensionnels» sera finalement jouée, avec le soutien d'attac genève, les

VENDREDI 20, SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 JANVIER 2006, À 20H30, AU THÉÂTRE D'ONEX PARC, À GENÈVE.

Parlez-en autour de vous
et venez nombreuses et nombreux !

>>> Coup de gueule d'une citoyenne ordinaire >>>

Lettre de lectrice en faveur du moratoire sur les OGM. Pour plus de détails, vous pouvez retrouver la prise de position d'attac suisse sur internet http://www.suisse.attac.org/article.php3 ?id_article=816

Les multinationales de l'agrobusiness ne savent plus quoi inventer pour nous vendre leurs produits chimiques et nos dirigeant-e-s leur donnent leur bénédiction.

En tant que citoyenne de ce pays, je suis scandalisée par les déclarations de nos dirigeant-e-s qui minimisent l'impact des OGM dans le paysage agricole suisse. Ce n'est pas parce que nous avons soi-disant la loi sur le génie génétique la plus sévère du monde, les contrôles les plus complets et stricts possibles que nous serons protégés ad aeternam de la prolifération des plantes génétiquement modifiées, si elles devaient une fois entrer sur le sol suisse. Tout le monde sait que les lois peuvent être facilement contournées et les contrôles trafiqués quand on a d'énormes moyens financiers comme les multinationales qui sont, elles, au-dessus des lois. Et ce n'est pas parce qu'actuellement, il n'y a pas de demandes de cultures transgéniques qu'il n'y en aura pas dans les années à venir : ces mêmes multinationales savent être très persuasives pour vendre leurs produits. Quel est l'unique intérêt des semences transgéniques ? Fournir aux multinationales qui les vendent le contrôle de l'alimentation mondiale. Et faire donc de juteux bénéfices puisque les semences sont brevetées, qu'elles doivent être rachetées d'année en année et qu'elles ne sont rentables que cultivées avec les produits chimiques vendus par ces mêmes multinationales. Ceci pose par contre plusieurs problèmes. Tout d'abord, breveter le vivant est tout simplement inacceptable, la biodiversité étant le patrimoine de l'humanité tout entière, pas de quelques multinationales, occidentales de surcroît. Ensuite, le monopole sur les semences est encore renforcé puisque actuellement, les agriculteurs ont encore le «privilège» de garder une partie de leur récolte pour la replanter l'année suivante, alors que c'est un droit fondamental et ancestral. De plus, la cohabitation entre cultures transgéniques et non transgéniques est impossible, surtout dans la configuration de l'agriculture suisse, où les parcelles sont petites et très imbriquées les unes dans les autres : la dissémination des pollens par le vent ou les abeilles entraînerait rapidement la contamination des cultures non transgéniques. Accepter les OGM sur le territoire suisse c'est condamner à mort les cultures traditionnelles et biologiques, c'est ouvrir la porte à la standardisation poussée à l'extrême, c'est mettre en danger la biodiversité, c'est déclarer forfait devant l'avidité des multinationales. C'est pourquoi je voterai oui à l'initiative sans OGM le 27 novembre prochain.



>>> Le cas Nestlé : bilan d'un week-end prometteur >>>

Plusieurs membres d'attac étaient présent-e-s à la manifestation bernoise des 29-30 octobre 2005, dont voici un rapport provisoire.

L'audience publique sur Nestlé en Colombie.

Samedi 29 octobre 2005, au Kornhausforum de Berne, un public de plus de 200 personnes a assisté à l'audience publique sur Nestlé en Colombie. Organisée par MultiWatch, une association regroupant plus de 20 organisations, ONG, syndicats, œuvres d'entraide, partis politiques, églises, mouvements sociaux, etc., cette manifestation s'était donné pour but d'analyser la politique d'entreprise de Nestlé en Colombie.

Après une partie introductive générale, dans laquelle la situation colombienne et la politique globale de Nestlé ont été décrites par des expert-e-s (dont une membre d'attac vaud, co-auteure du livre "Attac contre l'Empire Nestlé"), l'avocat et professeur de droit colombien Alejandro Garcia a présenté successivement quatre séries de cas litigieux en Colombie : les menaces ou assassinats par les paramilitaires de nombreux dirigeants syndicaux de Nestlé, la liquidation d'une section syndicale dans la fabrique de lait en poudre Nestlé-Cicolac, le réemballage et réétiquetage illégal de lait périmé, et enfin les atteintes à l'environnement à travers la pollution d'un fleuve. Quatre témoins colombiens, membres du syndicat de l'alimentation Synaltrainal, se sont exprimés à la barre ; d'autres témoignages ont été présentés par vidéo. Des centaines de pages de documentation ont été transmises au Conseil, qui était composé de cinq personnalités reconnues : Carlo Sommaruga, avocat et conseiller national PS ; Rudolf Schaller, avocat et ex-secrétaire des Juristes démocrates ; Anne-Catherine Menétrey-Savary, conseillère nationale des Verts ; Carola Meier-Seethaler, philosophe et psychothérapeute allemande, et Dom Tomás Balduino, évêque brésilien et président de la Commission pastorale de la terre du Brésil.

La tâche de ce Conseil, secondé par une délégation du Tribunal Permanent des Peuples colombien, consistait à étudier les dossiers, écouter et interroger les témoins et les expert-e-s, puis évaluer la responsabilité de la multinationale veveysanne. Cette dernière a d'ailleurs brillé par son absence, ayant sèchement décliné l'invitation des organisateur-trice-s de l'audience. Mais Nestlé a quand même tenu à répondre aux accusations par une prise de position d'une quinzaine de pages. Ce document a été pris en compte par les jurés qui, dans leur volonté d'impartialité, n'ont pas hésité à se faire les avocats du diable (!) en posant souvent des questions très directes, voire polémiques aux syndicalistes colombiens.

Dans le verdict (disponible sur www.multiwatch.ch) rendu par les membres du Conseil le dimanche 30 octobre dans l'après-midi, la politique de Nestlé en Colombie est fermement condamnée. Mais il contient aussi des pistes constructives. D'abord, le Conseil propose de « saisir » toutes les instances juridiques - suisses, étrangères ou internationales - qui pourraient *« obliger Nestlé à respecter les droits syndicaux prévus par les conventions internationales et la Constitution colombienne »*. Ensuite, le Conseil invite les autorités suisses à faire pression sur la multinationale et, plus largement, à *« conditionner leurs relations économiques extérieures en fonction du respect des droits humains, et particulièrement avec le Gouvernement de Colombie »*.

On peut déplorer le peu d'écho que l'audience a trouvé dans les médias, sans doute directement ou indirectement intimidés par le poids économique et politique de Nestlé. Il n'en reste pas moins que tous-tes celles et ceux qui y ont assisté ont été convaincus et impressionnés par le professionnalisme, le sérieux et la qualité de cette manifestation inédite, que ce soit dans son déroulement ou son contenu. Espérons que ce succès portera ses fruits et sera suivi, à terme, d'un réel impact sur les agissements de Nestlé et des multinationales en général.

Forum international sur Nestlé et atelier d'attac vaud sur l'eau en bouteille.

Dimanche 30 octobre, l'audience a été suivie par un forum international consacré à la politique globale de Nestlé avec quatre ateliers concernant l'agriculture, les droits syndicaux, l'eau, et les normes juridiques internationales contraignantes pour les multinationales. Le groupe "Multinationales" d'attac vaud co-organisait avec le groupe œcuménique bernois OeME l'atelier sur l'eau en bouteille, qui a réuni trois spécialistes du sujet devant une quarantaine de participant-e-s.

Tony Clarke, de l'Institut Polaris au Canada, s'est appuyé sur son récent ouvrage *« Inside the bottle »* pour présenter la problématique globale de l'industrie de l'eau en bouteille. Il a ensuite décrit les pratiques controversées de Nestlé Waters en Amérique du Nord et les mouvements citoyens qui s'y opposent, notamment au Wisconsin, au Michigan ou en Floride, où l'on assiste à de longues luttes juridiques ou à des campagnes de communication intensive sur la mainmise de Nestlé sur un bien commun.

Ensuite, André Babey, d'attac neuchâtel, a démonté les mécanismes par lesquels Nestlé a tenté en 2001 de s'approprier discrètement les sources de Bevaix. La vigilance des citoyen-ne-s et leur intervention rapide auprès des autorités ont permis de stopper cet essai de privatisation. Cette démonstration a permis de mieux comprendre le lien existant entre fonctionnement démocratique, protection des citoyen-ne-s et conquête de marchés prometteurs par des multinationales qui n'hésitent pas à passer par des hommes de paille pour mieux rester opaques.

Enfin, Franklin Frederik, du Mouvement citoyen des eaux du Brésil, a décrit l'exploitation que fait Nestlé depuis 1994 du parc d'eau de São Lourenço dans l'Etat de Minas Gerais (Brésil qui abrite plusieurs sources d'eaux minérales. Malgré de premières condamnations juridiques et une longue lutte toujours en cours, Nestlé continue à surexploiter ces sources et destabiliser l'équilibre écologique du parc.

Pendant la discussion qui a suivit, l'évêque Tomás Balduino (voir plus haut) est intervenu pour présenter brièvement la situation hydrique du Brésil, ses conséquences sociales, notamment sur le Nord-Est, et a souligné l'importance de garantir l'accès à l'eau publique pour les plus défavorisés.

A la fin de chaque atelier, un projet de "déclaration " a été discuté et avalisé par les participant-e-s. Il s'agit d'exigences concrètes qui sont adressées à la direction de Nestlé, au gouvernement suisse ou aux entreprises multinationales en général. Une déclaration finale est maintenant développée sur la base de toutes ces revendications ; co-signée par tous les organismes membres de MultiWatch, elle sera le point de départ et l'instrument de futures actions et campagnes.

Pour en savoir plus :
www.multiwatch.ch ;
http://www.local.attac.org/vaud/rubrique10.html

>>>AGENDA>>>

>Valais>

30 NOVEMBRE, 19H :

Assemblée générale d'attac valais, discussion sur la future année politique et apéro.
Le Totem, rue de Loèche 26, Sion

7 DÉCEMBRE, 18H30 :

2ème Soupe d'attac.
Présentation des motions votées à l'Assemblée générale d'attac suisse avec nos ami-e-s neuchâtelois-e Willy et Marlène.
Le Totem ,rue de Loèche 26, Sion

BILAN DE LA 1ÈRE "SOUPE D'ATTAC"

Le mercredi 2 novembre dernier, le Totem, lieu de rendez-vous de toutes les manifestations d'attac-valais, a vu une vingtaine de personnes se réunir pour la première "Soupe d'attac" organisée par attac-valais autour du film "La fin des chimères" de Suzanne Körösi, membre d'attac-france. Après quelques ennuis techniques finalement maîtrisés, l'assemblée a pu apprécier les trois premières parties de ce film consacré aux OGM dans l'agriculture, sous l'angle de quatre acteurs. Dans le monde scientifique, seuls ceux impliqués dans l'industrie agro-alimentaire et/ou biotechnologique soutiennent cette technologie, malgré les mises en garde convaincantes des autres scientifiques. Pour les petits paysans interrogés, l'agriculture n'a pas besoin des OGM, qui sont en fait un mauvais remède à un problème qui découle uniquement de l'intensification abusive des cultures. Finalement, une des scènes les plus choquantes fut celle où les maires de certaines municipalités rurales se sont fait molester par la police parisienne alors qu'ils exprimaient au gouvernement ne pas vouloir d'OGM sur leurs communes. Après la nourriture intellectuelle, une délicieuse soupe à la courge nous a réunis pour une ultime discussion autour de ce thème qui nous touche tous et toutes de manière directe, puisqu'il concerne notre alimentation.

CONFÉRENCE DE PIERRE RHABI,AGRICULTEUR ET HUMANISTE

Le mercredi suivant, l'aula de la Haute Ecole Valaisanne a vibré à l'unisson des paroles empreintes de sagesse de Pierre Rhabi, fondateur de l'association "Terre et Humanisme", venu parler de sa vie et de sa pratique de l'agro-écologie. Il a su, avec des mots simples, remettre la personne humaine à sa place au milieu de la nature. Il nous a mis en garde contre les dérives de la société actuelle qui, non seulement pratique l'agriculture "hors-sol", mais élève aussi ses enfants "hors-sol", c'est-à-dire déconnectés de la nature. Après l'avoir écouté, je n'avais qu'une envie : tout plaquer, m'acheter un lopin de terre et produire ma propre nourriture dans le respect de la nature !!!

>>> France: Les quartiers populaires su

Attac France prend position face aux violences urbaines et aux réponses répressives de l'Etat français, et analyse ces évènements à la lumière de la politique néolibérale des 30 dernières années.

Chômage de masse, logement social en désuétude, logements insalubres, absence de moyens pour l'éducation nationale, régression des services publics, insuffisance des transports en commun, pauvreté, exclusion sociale et ségrégation asphyxient les habitants des quartiers populaires. Malgré les efforts et les actions menées par des élus locaux et les associations qui s'époumonent à lancer des cris d'alarme sur la situation de ces quartiers, les inégalités ne font que s'accroître et la misère économique, sociale et culturelle s'est peu à peu enracinée dans les cités. Cette situation est le produit direct des politiques néolibérales menées depuis près de 30 ans. Les dispositifs de politique de la ville prétendaient réparer les dégâts les plus criants de l'abandon par l'Etat de son rôle régulateur et redistributeur des richesses. Malgré leur caractère pourtant insuffisant, les gouvernements Raffarin-De Villepin n'ont cessé de rogner sur ces dispositifs, supprimant les subventions aux associations, ce qui a entraîné la mort de nombre d'entre elles, liquidant les mesures de prévention au bénéfice du répressif, gelant en 2005 plus de 350 millions d'Euros destinés aux banlieues, mettant fin aux emplois jeunes sans solution alternative, diminuant de 10% ses apports pour le logement social. Mais cette politique n'est pas une "erreur" tactique. Elle est l'expression, en France, des politiques libérales menées aussi au plan européen et international. Se généralisent délocalisation des entreprises, dérégulation du droit du travail, mise en concurrence accrue des travailleurs du sud et du nord, diminution des recettes de l'Etat (toujours moins d'impôt pour les plus favorisés). Les plus précaires, les moins "adaptables au système" sont touchés les premiers et le plus violemment. Ce sont eux qui peuplent les quartiers populaires des banlieues. Parmi ceux-ci, les jeunes, français ou non, nés de parents immigrés, subissent de surcroît une exclusion et des vexations liées à la couleur de leur peau, à l'origine de leur nom. Une génération entière est privée d'espoir et de perspectives de vie, l'école n'étant même plus en mesure de remplir son rôle. Leur désespérance s'exprime aujourd'hui de la manière la plus brutale, d'autant qu'elle a été exacerbée par les propos d'un ministre de l'Intérieur répressif qui cherche à capter les voix de l'extrême droite pour les futures élections présidentielles de 2007. La stratégie politicienne de Nicolas Sarkozy, qui consiste notamment à jouer sur la peur, est celle d'un libéral convaincu.

Les quartiers populaires présentent aujourd'hui le visage d'un laboratoire du libéralisme sauvage que l'on retrouve sur d'autres territoires de la planète. Alors que les profits boursiers et la spéculation financière ne cessent d'augmenter, que les paradis fiscaux prospèrent, la pauvreté s'installe dans les pays les plus riches et ce de façon organisée et délibérée. Les discussions de l'OMC prévoient, lors du sommet de Hong Kong qui se tiendra en décembre 2005, de continuer à organiser et amplifier les bénéfices des multinationales. Au plan européen, la directive Bolkestein, réactivée, sera à l'ordre du jour le 22 novembre 2005.

C'est l'ensemble des citoyens, salariés ou chômeurs, français ou immigrés, qui doivent s'engager massivement dans la déconstruction de l'idéologie néolibérale. Attac appelle les associations d'éducation populaire, celles qui sont impliquées dans les quartiers, les banlieues et les zones rurales, tous les citoyens et citoyennes, à participer à toutes les initiatives contre l'OMC, contre la directive Bolkestein, pour le développement des services pu-

blics qui auront lieu en novembre et en décembre. Elle appelle ses adhérents, les comités locaux, à poursuivre le travail engagé pour ouvrir les rangs de l'association aux catégories populaires.

La révolte qui s'exprime aujourd'hui par la violence est un cri de désespoir d'une génération abandonnée. Toutefois, les cibles de cette violence (écoles, gymnases, autobus, etc.) constituent des biens collectifs dont les quartiers en souffrance ont impérieusement besoin, ou des biens appartenant aux habitants de ces quartiers. Ces actions ne peuvent en aucun cas apporter de réponses en faveur de l'amélioration des conditions de vie des habitants ni offrir de perspectives concrètes. Victimes de la violence du libéralisme, les quartiers populaires souffrent aussi, depuis ces derniers jours, d'une violence menée par une partie de la jeunesse, qui s'apparente parfois à des actes d'autodestruction. Cette double violence accroît le risque de développement des politiques sécuritaires et répressives, de division des habitants et de remontée des idées portées par le Front National. Les mesures annoncées le 7 novembre par le Premier ministre se situent quasi exclusivement dans cette perspective. L'exhumation d'une loi d'exception, instaurant le couvre-feu, datant de la guerre d'Algérie, en est le signe le plus fort. Elle risque d'aggraver les tensions et de raviver la mémoire la plus douloureuse de parents et grands-parents. Attac dénonce la mise en oeuvre de cette loi liberticide qui permet des assignations à résidence, la fermeture des lieux de réunions, leur interdiction, la censure de la presse et peut donner une compétence civile aux autorités militaires. En aucune manière elle ne constitue une réponse responsable et efficace à la situation actuelle.

Jeunes et habitants des quartiers, salariés ou chômeurs, retraités ou actifs : nous avons pour tâche d'organiser ensemble nos ripostes et nos résistances face à l'adversaire commun qui pille nos richesses et défait les solidarités. Il s'agit bien d'un combat politique dans lequel il appartient à chacun de prendre sa part et ses responsabilités afin que les quartiers populaires ne soient livrés ni à la violence, ni à la répression, ni à la misère, ni aux mouvements religieux. Attac exprime sa solidarité avec toutes celles et ceux - élus locaux, militants associatifs, travailleurs sociaux, et simples citoyens - qui, par leur présence sur le terrain, s'efforcent de nouer le dialogue, de prévenir des affrontements et des destructions supplémentaires. La situation des quartiers populaires est l'affaire de tous, elle est une affaire de solidarité et de citoyenneté. La résolution du problème passe évidemment par l'arrêt des discriminations et par l'accès à l'emploi. C'est la priorité numéro un. Dans l'immédiat, l'accès au revenu est indispensable pour les jeunes qui ne perçoivent ni les allocations chômage - car beaucoup n'ont jamais travaillé -, ni le RMI quand ils ont moins de 25 ans.

Seul un changement radical de politique pourrait répondre aux aspirations des catégories populaires et des jeunes plongés dans le désarroi. Rien ne pourra être fondamentalement résolu sans remise en cause de la dictature des marchés. Des alternatives économiques, des modes de développement solidaire et une répartition équitable des richesses sont possibles. A nous tous de porter et de promouvoir ces alternatives. Pour que l'espoir d'une transformation sociale radicale ouvre des perspectives de vie à chacun et à chacune.

Le bureau d'Attac France,
le 8 novembre 2005.

>>> Modèle Banlieue

Dans un article paru dans *Il manifesto* du 9 novembre 2005 et repris par le Grain de Sable (numéro 532), Rossana Rossanda montre comment la violence des banlieues françaises révèle une crise sociale commune à toutes les villes européennes. Rossana Rossanda, ex-membre du Pci et journaliste, a co-fondé en 1969 la revue *Il manifesto*, qui devient journal quotidien en 1971. Elle vit entre Rome et Paris.

Les banlieues parisiennes grondent et Romano Prodi a averti: les nôtres ne sont pas moins dégradées. Forza Italia l'a traité d'incendiaire. Les maires lui ont dit que non, les nôtres sont différentes. Calderoli [1] par contre que oui, et qu'il faut chasser les immigrés. Pisanu [2] ne craint pas les banlieues parce que chez nous, le lieu des émeutes est la Val di Susa [3]. L'opposition a objecté "oui, mais". Adriano Sofri [4] écrit des subtilités sur les automobiles. Mais Prodi a raison, seules les dimensions changent, ce qui n'est pas rien. Le grand agglomérat urbain qui s'est formé dans les années de l'expansion, alimenté par l'émigration interne et externe, se scinde en zones infranchissables, et plus il se développe, plus il se scinde de façon censitaire. La ville européenne est hiérarchique. Autour du noyau du beau monde, s'en sont allés, en s'agglomérant, pauvres et fragiles. A Paris, le centre est au beau monde et aux intellectuels qui peuvent se le permettre, ou bien aux touristes, et ce centre reste gouvernement, culture, art, fric. Entouré d'une grande bande de gens encore assez "bien", comme à Milan ou à Rome, de quartiers bourgeois qui détestent les villes dortoirs qui arrivent au kilomètre juste plus loin, sans solution de continuité urbaine : là où se trouvait autrefois la ceinture des municipalités rouges et où fumaient les cheminées des grandes usines. De là s'étire une quatrième bande, ceux qui souhaiteraient habiter des endroits plus verts, mais les communes dans lesquelles arrive encore quelque lambeau de forêt se gardent bien de construire les vingt pour cent de logements populaires que prescrit la loi (sous peine de 150 euros d'amende) parce que dans ce cas, les gens "bien" ne viendraient pas s'y installer. Quant aux immigrés primo arrivants, ils n'ont pas de quartier, ils squattent les vieilles maisons inhabitées là où elles se trouvent, et il arrive, comme cet été, qu'ils y meurent dans un incendie, avec les condoléances de toute la ville. Voilà la géographie d'une capitale, mais pas seulement de Paris.

C'est la ville typique de l'Europe de l'affluence, qui craque aujourd'hui. Le post-industriel n'a pas besoin de main d'oeuvre, les gouvernements abandonnent les logements à loyers modérés, et ceux qui s'y trouvent ont du mal à payer le loyer. Voilà la géographie sociale qu'on peut lire dans la répétition des blocs de ciment, dans la quantité d'écoles qui y sont et

>>>AGENDA >>>

>Bienne>

LUNDI 5 DÉCEMBRE

Assemblée générale de Attac Bienne
20h, rest. Romand
précédé de la réunion du comité à 19h

L'invitation et l'ordre du jour seront encartés dans Angles d'Attac pour les membres de la section de Bienne. Le rapport d'activité et autres documents seront accessibles dès que possible sur notre site internet.

>Fribourg>

Les réunions du comité ont lieu tous les 2èmes lundis du mois et sont ouvertes à toutes et à tous. A 20 heures, au buffet de la gare de Fribourg

>>>DIVERS >>>

>Courrier des lecteurs et lectrices>

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :

Courrier de l'Angles d'ATTAC,
abs d'attac vaud, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

>Internet>

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

>>>

qui manquent, des enseignants qui y vont et qui n'y vont pas, dans la présence et absence de théâtres, musées, locaux, lieux de culture. Dans la troisième bande, le reste de Paris ne se risque jamais. Ceux qui y étaient arrivés il y a trente ou quarante ans, trouvaient du travail et avaient quelques perspectives ; aujourd'hui, leurs rejetons n'en trouvent pas et n'en ont aucune. Ils sont nés en France, parlent français. Ils ne fréquentent ni école ni église ni mosquée, ils n'aiment pas une école qui ne leur promet rien. Ils sont dans les rues. En rupture avec leurs parents, qui leur en veulent et avec lesquels le dialogue, en admettant qu'il ait jamais existé, est fini.

Ils sont en rupture avec les symboles de cette richesse radieuse qui les racole de toutes parts, affiches et télé, et qui les rejette. Ils ont eu envie de les casser tous, pas de tout casser - ça fait dix jours que certaines banlieues brûlent mais personne n'a eu l'idée de prendre la Bastille -. Ils sont indifférents si c'est la voiture ou le cyclo d'un voisin qu'ils détruisent. Ils rivalisent, comme l'âge et le cinéma le veulent, d'un quartier à l'autre. Ils n'ont pas d'organisation, ce n'est pas vrai qu'ils sont infiltrés par la criminalité de la drogue, pas plus que ne le sont les périphéries romaines, milanaises ou turinoises. Ils sont virés de l'ascenseur social, ils le savent et ils se l'entendent dire. Ils ont commencé avec un seul slogan : "Respect, nous voulons du respect". Et quand le ministre de l'intérieur les a appelés racaille, ça a été comme verser de l'huile sur le feu. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, le premier ministre est venu à la télé et s'il le faut, les préfets décideront le couvre-feu. Le premier ministre, à la différence de Sarkozy, a balbutié quelque cause sociale à quoi, cependant, personne n'est en mesure de remédier facilement. Bien sûr : les remèdes sont des postes de travail qui, dans cette bande sociale manquent jusqu'à cinquante pour cent des demandeurs de cet âge là ; manquent des écoles qualifiées, manquent des maisons qui ne soient pas des casernes, manque un réseau associatif et, surtout, manque la fin de la discrimination qu'ils sentent sur eux.

On ne fait pas en un jour ce qu'on a rendu précaire pendant des années. Mais cette précarisation se développe un peu plus chaque jour. Qui a le culot de dire que, sauf pour les dimensions, cela n'arrive pas aussi à Milan, Rome ou Bologne ? Ce n'est pas le modèle d'intégration sociale français qui part en morceaux. Ce sont tous les modèles de croissance suivis depuis vingt ans dans cette partie de l'Europe ; les modèles chers aux réformistes, qui sont taillés en pièce, une croissance à coût réduit du travail, si ce n'est sans travail et coupes sombres du welfare. Un tiers de la population en est rejeté, marginalisé. Et aujourd'hui, il est suffisamment acculturé pour ne pas le supporter. Et suffisamment sceptique devant le spectacle de la politique pour ne pas voir d'issue. Voila le modèle que nos réformistes aussi nous proposent et qui, en période de stagnation, si ce n'est de récession, devient un traquenard cruel. Pour que les institutions s'en aperçoivent, il faut des flammes et des morts. Et quand elles s'en aperçoivent, elles ne savent rien faire d'autre qu'envoyer la police et remplir les prisons. Ça n'arrive pas chez nous aussi ?

Rossana Rossanda

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio ; voir http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/09-Novembre-2005/art36.html

Notes :
[1] Ministre des réformes, auteur d'une série de lois sur l'immigration
[2] Ministre de l'intérieur, pas mieux en la matière que celui ci-dessus
[3] Manifestations contre le projet de train à grande vitesse, dans la vallée de Susa, depuis quelques semaines ; voir http://unimondo.oneworld.net/article/view/121538/1/
[4] Intellectuel d'extrême-gauche

>>>Lettre ouverte au rédacteur de "Max Havelaar ou le boycott Nestlé: la fin du politique?"

Nous avons reçu cette réponse à un article paru dans notre dernier numéro. La politique de la rédaction étant de signer collectivement les articles, à part pour les textes écrits par une personne externe, notre lectrice (qui est aussi une précieuse relectrice de nos écrits) a voulu suivre ce mouvement. La discussion est ouverte. (La rédaction)

Cher ami militant,

Permets-moi d'aller au plus direct, en te tutoyant et en parlant de toi au masculin. Mais le fait est que l'on se connaît, et je ne saurais encombrer d'ellipses nos relations amicales.

J'ai lu avec grand intérêt ton article « Max Havelar ou le boycott Nestlé ». D'un développement et d'un sens logique impeccables, il m'a autant interpellée qu'étonnée. Interpellée, car je te suis bien dans les fondements et les idées directrices de ton discours. A savoir, la déresponsabilisation croissante des Etats, le lobbying des multinationales, la promotion de choix et valeurs individuelles, en opposition aux valeurs citoyennes et politiques, la logique arrogante du « tout-tout de suite ». C'est malheureusement, je m'en rends bien compte, le projet de société - ou l'absence de tout projet de société, avances-tu - dans lequel nous baignons. Peut-être aussi, comme tu sembles le suggérer, un projet qui aveugle parfois le commun des mortels, tant il se nourrit de techniques - plus ou moins obscures - tirées du New Management, cette nouvelle religiosité, seul et unique Saint auquel l'économie et même les gouvernements se vouent.

Si aujourd'hui, je me retrouve parmi celles et ceux qui affirment qu'un autre monde est possible, c'est bien pour signifier une « prise de parole » ou une « action politique », comme tu le dis, qui croit à un projet de collectivité responsable, citoyenne et démocratique. Mais cet engagement que j'ai pris, cela a été l'aboutissement d'un parcours, fait tout autant de réflexions que d'actes, et parmi ceux-ci des actes de consommation réfléchie ou « citoyenne ». Et c'est sur ce point que tu retrouves mon étonnement à certains de tes propos. Je m'étonne moins d'une hypothétique remise en question des produits dits équitables, car ton discours ne va pas dans ce sens. C'est ta critique du concept de « citoyen-ne-consommateur-trice » qui me surprend, c'est ta condamnation de l'idée de « faire de la politique en faisant des achats » qui me laisse songeuse. Bien que je partage l'idée qu'un acte d'achat, tout "éthiquement correct" qu'il puisse être, constitue une action individuelle et isolée, je suis saisie de doutes et d'étonnement lorsque tu avances que le/la « consommateur-trice-citoyen-ne » de produits dits équitables casse toute politique et citoyenneté. Je ne partage pas entièrement cette conclusion, car je trouve que tes propos méritent d'être nuancés et spécifiés.

Comme le souligne Henri Tincq, nous vivons, hélas, dans une société qui a érigé un culte à l'image et au marché. Nous sommes les fils d'idéologies de libération et de progrès, incarnées par l'idéal « nationaliste » ou « socialiste », et nous avons connu leur faillite, avec la chute du rideau de fer et l'« éclatement des blocs ». Nous affrontons ces dernières années les conséquences de cette rupture : un climat environnant teinté de désillusions et désenchantements. Ce contexte a permis le développement d'une réaffirmation - parfois violente, prenant des formes extrêmes - de l'identitaire [1]. Dans notre société occidentale, l'immédiateté est devenue l'exigence suprême de tout besoin et de tout désir, la nécessité de « tout avoir, tout de suite, et au moindre prix » justifiant tous les abus. Dès lors, un acte de consommation qui se veut équitable et éthique peut, malgré son caractère limité et solitaire, acheminer à une prise de position politique et civique. Il peut être l'arbre qui cache la forêt, et je ne voudrais pas que tu oublies cette simple mais belle vérité, à suivre des dogmes parfois éloignés de la réalité. En soi, il symbolise déjà un début de prise de conscience, une sensibilité et une interrogation quant aux modes de production, de transport et de consommation. Il peut représenter une toute première graine, à laquelle suivront d'autres, dans ce terrain qu'est le projet d'une société plus éthique et responsable. Il peut par conséquent se développer en une démarche et une réflexion plus globales. Et c'est précisément là, à ce niveau de sensibilité, que des campagnes d'informations et d'actions civiques, chers à des organisations comme attac, doivent s'insérer. Afin d'encourager ces consommateur-trice-s-citoyen-ne-s à devenir des « consomm'acteur-trice-s » responsables, donc aller forcément vers des engagements communautaires et civiques. Afin de permettre ainsi à ces graines de prise de conscience de se transformer en prises de position et actions civiques. Dans ce sens, faire des choix de consommation, en tant que « consomm'acteur-trice-s » - et je tiens particulièrement à ce terme - n'est pas abandonner le terrain du politique ! Ce serait plutôt donner une forme concrète aux revendications. N'oublie pas, cher ami, qu'attac se veut, de par sa vocation fondatrice de « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action », d'encourager les gestes et les pratiques. De même, je ne voudrais pas que l'on oublie le « populaire » dans nos discours et nos projets, ce « populaire » étant incarné par celles et ceux qui achètent, qui utilisent, qui consomment. Celles et ceux qui pourront utiliser leur sensibilité de « consommateur-trice » de produits équitables pour faire de l'acte de consommation isolé un geste de « consomm'acteur » et « consomm'actrice » averti-e-s, rejoignant les valeurs et les projets d'une économie et d'une société solidaires. A ce propos, il est intéressant de noter qu'une nouvelle association genevoise (Après), fraîchement constituée, inscrit ces valeurs et croyances dans ses objectifs, et met au même rang « consomm'action » individuelle et valeurs telles que citoyenneté et démocratie [2].

Bien sûr, si les consommateur-trice-s que nous sommes se servent de leurs achats de produits équitables afin de se déresponsabiliser d'un discours éthique plus large, sur les plans civique et démocratique, il y a alors abandon et défaite. En cela, je te rejoins dans tes positions. Mais je ne suis pas du même avis de Mme Piron - que tu as fait tien, me semble-t-il - lorsqu'elle dénonce des consommateur-trice-s qui, avec des choix responsables, se montreraient affaiblis par les manipulations des puissants. Ils/elles se croiraient acteur-trice-s, mais ne seraient en fait que des marionnettes. Cette optique me fait trop craindre un enfermement dans l'opposition « élite bien-pensante » versus « petit-e-s consommateur-trice-s ». Personnellement, je fais confiance aux ressources et à l'intelligence de ces consommateur-trice-s solidaires, qui pourront se montrer capables de penser le politique, même derrière et au-delà d'un geste individuel et isolé qu'est l'achat, s'ils/elles reçoivent les informations et les moyens de réfléchir à leurs actes. Je crois que ces « consomm'acteurs » et « consomm'actrices » sauront mettre en route des alternatives de consommation et de manière d'être. Ils et elles pourront fléchir le modèle économique en vigueur et amorcer des changements. Et renforcer la possibilité d'une alternative, d'un autre projet de société.

Bien à toi,
Une amie de réflexions et d'actions.

Notes :
[1] Tincq, H., Quand l'identitaire devient extrémisme, Le Monde des religions, No. 13, sept.-oct. 2005
[2] L'économie solidaire a défini son identité genevoise, Le Courrier, samedi 29 octobre 2005

>>>ADRESSES>>>

ATTAC-VAUD

Case Postale 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org

ATTAC-GENÈVE

Rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org

ATTAC-NEUCHÂTEL

c/o Fabienne Girardin, Chapelle 12,
2300 La Chaux-de-Fonds, neuchatel@attac.org

ATTAC-BERN

Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org

ATTAC-ZÜRICH

Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org

ATTAC-JURA

Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org

ATTAC-BASEL

Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org

ATTAC-TICINO

C/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra

ATTAC-FRIBOURG

Case postale 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org

ATTAC-BIENNE

Case postale 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org

ATTAC-VALAIS

Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>>IMPRESSUM>>>

Edité par Attac Suisse, paraît 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.

ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Cathy Berthouzoz, Xavier de Stoppani, Ounsi El Daïf, Geneviève Hentsch, Virginie Laurella, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Alessandro Vinciarelli.

IMPRESSION ET MISE EN PAGE:

Deltagraph Bienne – Tirage 2'200 exemplaires

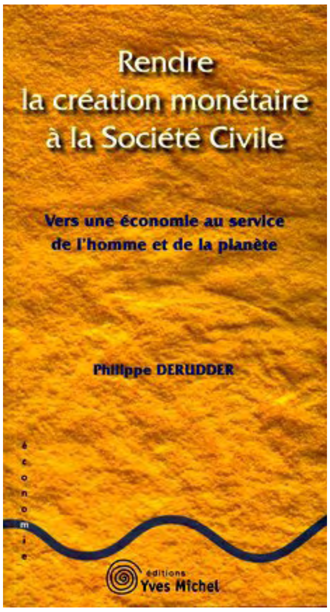
PROCHAINE PARUTION DÉBUT JANVIER

>>> Lectures >>>

Rendre la création monétaire à la société civile : vers une économie au service de l'homme et de la planète.

"Comment peut-on perdre à ce point le plus élémentaire bon sens pour vouloir légitimer le fait qu'un Etat paye un intérêt à un système bancaire privé pour l'usage de sa propre monnaie, qu'il pourrait émettre lui-même, sans intérêt ?", est une des questions les plus dérangeantes de ce livre tout récemment sorti.

Les solutions préconisées pour résoudre misère, épuisement des ressources, pollution, chômage,



violence, etc. se heurtent invariablement à la quantité d'argent que l'on y consacre. Le capitalisme néo-libéral n'a qu'une réponse : la "croissance" ! Or, celle-ci aggrave les problèmes et conduit à l'impasse... Existe-t-il donc une alternative crédible ?

Philippe Derudder explore une piste méconnue : la réappropriation du pouvoir de création monétaire pour que l'argent, au lieu de limiter les hommes et les femmes, devienne l'allié de leur réalisation. Le langage simple et vivant de ce texte rend le sujet accessible à tous. La démonstration s'articule en trois points :

- d'abord comprendre les notions de base, comme par exemple l'émission de monnaies porteuses d'intérêts par des banques privées.
- s'appuyer ensuite sur des expérimentations historiques rassemblées ici et mises en perspective : monnaies fondantes en Europe, les SELs, l'Argentine, l'Ithaca Hours, les BARTERs, etc.
- enfin, une expérience originale, pour aider la société et l'entreprise à s'ouvrir à une dynamique plus respectueuse de l'individu, de l'intérêt collectif et de l'écologie planétaire sans pour autant bouleverser leur équilibre.

Se réapproprier notre pouvoir de création monétaire apparaît comme une solution efficace à une planète vivable pour les générations à venir.

L'auteur, Philippe Derudder, est un ancien chef d'une grande entreprise, qu'il a quittée volontairement pour mettre sa vie en cohérence avec ses valeurs. Il est consultant et anime des séminaires sur l'économie alternative. Il est aussi l'auteur de "Les aventuriers de l'abondance", également aux éditions Yves Michel.

Disponible en librairie
sous le No ISBN : 2 913492 35 5
ou directement
auprès de l'éditeur :
Editions Yves Michel,
BP 3, F 05300 Barret sur Méouge.

>>> Débat: le commerce équitable pour un autre monde >>>

Philippe Cottet, ancien membre fondateur de l'ACEG (Association pour le Commerce Equitable de Genève) et fidèle lecteur de l'Angles d'attac, nous écrit en réaction à certaines prises de position polémiques parues dans le numéro précédent.



Chères Amies et chers Amis,

Je vous lis dans votre lettre d'info du 25 octobre, et j'ai toujours du plaisir à le faire, mais je me demande si parfois vous n'êtes pas un peu tombé sur la tête. Face à Nestlé qui introduit des produits équitables, grand est le scepticisme, pour ne pas parler de méfiance, et je partage vos interrogations. Votre critique est intéressante, mais omet beaucoup d'éléments importants et, à mon avis, se trompe de cible.

Certes le «comment Nestlé va faire ?», le «détournement marketing» très probable et tant d'autres questions que vous développez se posent. Mais de mettre au rencart comme vous le faites le commerce équitable face aux luttes devant les inégalités profondes est déplacé. Le travail, au bout de la route, est celui du changement de notre système économique, et ceci requiert engagement, critiques, manifestations et lutte, comme c'est le cas face à l'OMC qui décide, concrètement, de moult changements affectants des millions de gens.
Mais le commerce équitable demeure une réponse en tout point défendable, extensible à un système économique dans beaucoup de ses principes, et en rien «secondaire» comme vous semblez le dire. Car, concrètement, ce sont entre 3 et 5 millions de personnes qui bénéficient aujourd'hui directement du commerce équitable, et non, ce n'est pas rien. Tout aussi concrètement, le développement du commerce équitable est un moyen de pression extraordinaire (la banane en est un exemple frappant) sur les autres acteurs du marché. Avec le couplage bio, ceci change concrètement l'environnement des régions de productions. Les différences de traitement dans les coopératives équitables réveillent les consciences et délient les syndicats qui osent se mesurer concrètement aux propriétaires. L'élimination des intermédiaires spéculatifs et inutiles sert réellement la justice économique et sociale de ces régions, où le commerce équitable se substitue aux carences des lois locales.

Dans ce contexte, je ne peux pas partager votre affirmation «Continuons à faire des choix raisonnés de notre consommation mais surtout évitons de considérer ces actes comme la panacée à un système de commerce mondial profondément injuste [...]. Nous devons au contraire continuer à nous attaquer aux racines du problème plutôt qu'à tenter d'atténuer ces conséquences.» Le commerce équitable n'est pas qu'une atténuation des conséquences de ce système. C'est la construction quotidienne d'un autre monde : celui où l'échange sert à tous, au Nord comme au Sud, où la relation économique (au sens large du terme) redevient un mode d'échange comme un autre (social, culturel, spirituel) et ne dépasse pas les autres par sa précarité. De plus, nul ne peut être assez bête pour penser avoir découvert la panacée, et je vous mets au défi de trouver des acteur-trice-s du commerce équitable qui se disent tellement satisfait-e-s qu'ils/elles peuvent se reposer sur leurs lauriers... Pour ma part, je ne pense pas que vous en trouverez.

Enfin, et c'est le noeud de la question, je vous écris parce que j'ai regretté à quelques reprises de votre part, et d'autres groupes qui veulent changer les règles du jeu dans ce monde, une opposition du style «je suis plus pur que toi !». Opposant ainsi stérilement les «panacéeux» du commerce équitable aux purs combattants de la liberté qui manifestent contre l'OMC...

Nous nous devons, quel que soit notre niveau d'engagement et nos priorités, savoir si nous nous retrouvons sur l'essentiel. A savoir que nous souhaitons changer ce monde, pour le meilleur, avec comme priorité la justice -sociale, économique, civile - dans la haute estime que nous avons des droits humains et le respect de l'environnement. Avec sincérité, et dans la diversité.

Car même s'il est fort probable que l'on trouve ici ou là que le commerce équitable n'est pas parfait, passer son temps à se mettre des bâtons dans les roues est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre.

RÉPONSE DE LA RÉDACTRICE

Cher Monsieur,

Tout d'abord, j'aimerais vous remercier pour votre lettre. Il est important pour nous d'avoir des personnes qui enrichissent nos débats et nos discussions. Je me permets tout de même d'user de mon droit de réponse, car vous ne semblez pas avoir compris mes propos. Premièrement, je ne me permettrais évidemment jamais de considérer les personnes défendant le commerce équitable comme bêteS, au contraire je respecte cet engagement qui, surtout dans ses débuts, devait être un réel défi ! Le propos de ma prise de position était surtout de mettre en avant une divergence de point de vue qui semble récurrente : d'une part, les personnes qui croient que les réformes du commerce mondial et de ses règles sont possibles et ceux qui croient au contraire à la nécessité de changer en profondeur ces règles. Personnellement, je n'ai pas la prétention d'être plus pur, je pense simplement qu'il est urgent (et en cela je rejoins l'article «Max Havelar ou le boycott Nestlé, la fin du politique») de reprendre notre rôle de citoyen-ne-s en main et de se battre contre les mécanismes qui engendrent les inégalités et contre les multinationales qui en profitent ! Et cela n'est, à mon avis, pas contradictoire avec le fait de promouvoir le commerce équitable, bien au contraire !

>>>Du nouveau du côté de la campagne contre l'AGCS

Il y a un an exactement, Frédéric Viale d'attac France, spécialisé sur l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services), venait faire une conférence à Lausanne. Cette conférence avait pour but d'introduire la campagne hors-AGCS en Suisse.

Après des mois d'efforts et de travail collectif, soutenu-e-s par quasiment toutes les sections locales d'attac, après avoir sillonné le pays, multipliant conférences et débats publics, après avoir contacté toutes les communes suisses afin de les sensibiliser à cette problématique, nous avons obtenu un résultat pour le moins inespéré : Bâle et Zürich ont toutes deux voté des motions se déclarant zones hors-AGCS.

Cette déclaration très symbolique, émanant notamment de la place financière suisse-allemande, montre bien les doutes et les craintes que suscite l'accord de l'OMC. Les communes suisses, plus d'une septantaine jusqu'à maintenant, se sont montrées inquiètes face aux risques de perte de souveraineté ou de libéralisation des services publics, malgré les tentatives du SECO de les rassurer. Livrer progressivement tous les secteurs des services, y compris des services publics, à la concurrence ne semble pas susciter l'enthousiasme de tout le monde. Et pour cause ! Nous savons très bien que les engagements pris maintenant par M. Luzius Wasescha, négociateur en chef à l'OMC, seront suivis par bien d'autres et que, à terme, nous devrons faire des concessions dans des secteurs-clé des services et surtout des services publics.

Si s'imaginer un panneau hors-AGCS affiché sous celui de la Bahnhofstrasse n'est pas sans nous procurer une certaine jubilation, il ne faut pas non plus considérer la partie comme définitivement gagnée. En effet, les attaques les plus fortes en matière de privatisations des services publics ne viennent pas de l'OMC mais des politiques nationales et cantonales. Les habitant-e-s du bord de la Limmat en savent quelque chose(!), leurs hôpitaux et leur système de sécurité sociale sont en cours de libéralisation et de privatisation, et cela sous l'impulsion de leurs gouvernements cantonal et communal. C'est pour cette raison que, tout en continuant notre campagne sur l'AGCS (d'ailleurs, une action pour «accompagner» Monsieur Wasescha à Hong-Kong est prévue en décembre), nous allons recentrer nos activités de défense des services publics sur un plan plus local l'an prochain, afin de dénoncer les politiques de privatisations et de libéralisations venant de ces mêmes communes déclarées hors-AGCS !

>>>Bienne: ville hors-AGCS

Plusieurs mois d'activités d'Attac Bienne ont été récompensés le jeudi 21 novembre quand le parlement biennois a voté contre toute attente la motion (déposée par des membres d'attac) demandant que Bienne se déclare ville hors-AGCS. Le Conseil municipal avait en effet donné un préavis négatif, arguant entre autres que les négociations de l'OMC n'étaient pas du ressort communal et qu'il faisait confiance aux négociateurs de la confédération qui ne vont pas prendre de décisions allant à l'encontre des intérêts des communautés locales.
Attac a soutenu la motion déposée au Conseil de ville par des stands en ville, par une pétition qui a reçu près de 500 signatures, par l'organisation d'un débat contradictoire entre un membre du seco et un membre de Attac suisse, ainsi que plusieurs autres activités dans des communes avoisinantes. Tout cela a contribué à forger cette décision du Conseil de ville qui a voté dans un schéma sans tache de 28 voix de gauche contre 23 voix de droite, montrant ainsi le sérieux de notre campagne et de notre argumentation.



Je souhaite devenir membre d'attac!

☐ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
☐ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: ______________________________

Adresse: ______________________________

____

E-mail: ______________________________

Lieu, date, signature

____

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève